CONTRE CE GOUVERNEMENT PS-MEDEF PRÉPARONS LA CONTRE-OFFENSIVE

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS 18 SEPTEMBRE 2014

Mardi, à l'Assemblée, Manuel Valls, celui qui aime tant les patrons, a obtenu, comme en avril, le soutien de la majorité des élus socialiste pour poursuivre son offensive contre les travailleurs et les classes populaires. La saignée de 50 milliards dans les dépenses publiques jusqu'en 2017 – à commencer par les 21 milliards pour 2017 – n'est pas remise en cause. Comme est confirmé l'engagement de mettre sur la table la « simplification » du droit du travail – en clair son démantèlement – et la remise en cause des « seuils sociaux » déclenchant la mise en place des CE et des délégués du personnel.

LE MEDEF EN REDEMANDE DAVANTAGE

Estimant avoir l'oreille de ce gouvernement, Gattaz, patron des patrons, revendique maintenant la suppression de deux jours fériés dans l'année sur les onze existant, l'instauration d'un salaire minimum inférieur au SMIC, la fin de la durée « légale » du travail, l'extension du travail du dimanche et la généralisation de l'intérim.

Tout cela sous prétexte de créer un million d'emploi, mais sans le moindre engagement de sa part. Gattaz père, autrefois dirigeant du CNPF, avait lui aussi promis 471 000 emplois en échange de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Bien entendu, on n'en a jamais vu la couleur. Si le 1er ministre a cru bon de dénoncer la surenchère du patronat pour amadouer ses « frondeurs », personne n'a oublié qu'à l'université du MEDEF, Valls avait dit « aimer l'entreprise ». Aujourd'hui, les 41 milliards de cadeaux du « pacte de responsabilité » ne lui suffisent pas. Ils en veulent plus.

RIEN À ATTENDRE DES DÉPUTÉS FRONDEURS

Une trentaine de députés « frondeurs » du PS et la quasi totalité des députés écologistes se sont abstenus sur la « confiance ». Mais s'ils l'ont fait, c'est pour essayer de se démarquer de ce gouvernement et ne pas sombrer avec, à l'occasion de prochaines élections. Par contre, ils ont refusé de voter « contre » la confiance, alors qu'ils savaient que cela aurait pourtant été un moyen de le faire tomber et de lui retirer les moyens de continuer à sévir contre les travailleurs et les classes populaires.

Cette posture, ils l'avaient déjà adoptée en juillet, à une exception près, le projet de « loi de finances rectificative de la Sécurité sociale ». Ou en avril, à l'occasion du vote du plan d'économies de 50 milliards.

REPRENDRE CONFIANCE DANS NOS PROPRES FORCES

Pourtant, aujourd'hui, le PCF ne rêve que d'une nouvelle mouture d'union de la gauche avec les « frondeurs » du PS et Europe Écologie-Les Verts, y compris avec ceux qui ont participé au gouvernement. Quand à Mélenchon, il ne rêve qu'à rassembler autour de sa personne, en vue de l'élection présidentielle de 2017. Alors qu'il y a urgence à préparer la mobilisation pour inverser le cours des choses.

C'est avant tout dans la rue et dans nos entreprises, tous ensemble, que nous pourrons faire reculer ce gouvernement, parce que nous n'avons rien à attendre des débats parlementaires, comme ceux de mardi, ni d'une hypothétique union de la gauche ou d'un inconsistant projet de 6ème république, à l'occasion de futures élections.

Aux secteurs qui partent en lutte, les confédérations syndicales ne proposent aucune perspective visant à la préparation d'un mouvement d'ensemble, indispensable pour gagner. Ce qui reste à construire, c'est une mobilisation capable d'affronter ce gouvernement, notamment à l'occasion des votes du budget de l'État et de la Sécurité sociale 2015, à l'automne.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur

PAS DE BAGNOLES SANS NOUS !

Le salon de l'auto va se tenir à Paris du 4 au 19 octobre. Il faut savoir que l' industrie automobile est parmi les plus gros annonceurs de la presse écrite et télévisée. . Retour à l'envoyeur : journaux et magazines vont regorger des pages vantant de renouveau de l'automobile en France.

Oui PSA et Renault renouent avec les profits et distribuent des dividendes à leurs actionnaires. C'est la conséquence de la fermeture de l'usine d'Aulnay, des plans à milliers de suppressions d'emploi chez tous les constructeurs. Les richesses qui vont encore s'étaler au salon de l'auto ne proviennent que de notre travail à nous ouvriers et salariés de l'automobile. Pas de bagnoles sans nous : s'est tous ensemble qu'il faut s'y mettre. Et si on faisait entendre notre voix dans cette fiesta du luxe ?

ENSEMBLE FACE À LA REPRESSION

On connaissait les mesures de pression et de mise en accusation sur les militants syndicaux de la part des patrons ou de la droite. Le PS en fait autant. Notre camarade Alain Pojolat, membre du NPA, passera en procès le 22 octobre à Paris pour maintien de manifestation interdite. Il a déposé en préfecture au nom de toutes les organisations de soutien à la résistance du peuple palestinien la demande de manifestation qui a été refusée. Malgré l'interdiction, la solidarité s'est exprimée. Ce n'est pas simplement le procès d'un camarade mais celui du mouvement de solidarité. La mobilisation de soutien à notre camarade doit être la plus grande possible pour que ce gouvernement comprenne que nous ne nous tairons pas, que ce soit concernant la Palestine ou ces mesures d'austérités. **Soyons nombreu-ses-x le Mardi 22 octobre à Paris !**

NON à l'HOSTERITE!

Face à la dégradation dans les hôpitaux, les mobilisations locales s'enchaînent depuis années. La catastrophe s'annonce : 10 milliards en moins au budget de la santé et projet de loi de financement de la sécurité sociale au rabais. L'hôpital et la santé ne sont pas malades de leurs dépenses mais de leur manque de financement par la Sécu. La cause : baisse des cotisations sociales patronales, exonération totale pour les salaires au SMIC accordées par le Pacte de responsabilité.

Hospitalier(e)s, patient(e)s, en avons tous assez des urgences saturées, des attentes interminables, de la dégradation des conditions d'accueil par manque de personnel disponible, des fermetures de services et d'hôpitaux, des risques pour les malades etc... Voilà la maltraitance ! Non à la marchandisation du soin et l'hôpital entreprise. Droit d'accès aux soins de tous-tes, pour un hôpital humain et 100% Public.

Mardi 23 septembre à ??h ?? lieu ?

LES PETITES RETRAITES NON REVALORISÉES

Excepté ceux touchant moins de 792€ par mois, les pensions de retraite inférieures à 1 200 € que le gouvernement avait prévu d'épargner de la mesure de gel, ne seront finalement pas revalorisées au 1er octobre en raison de la ***« très faible inflation »***, a annoncé vendredi le ministère de la santé.

En raison de l'application mécanique des règles de calcul, qui tiennent compte notamment de la revalorisation et de l'inflation appliquées en 2013, les retraités aux pensions les plus modestes n'auront donc aucun euro de plus chaque mois.

Alors que les actionnaires ont vu leurs dividendes augmenter de 30% en un an, une fois de plus, ce gouvernement, montre bien quels intérêts il défend, en tout cas pas les nôtres.

40 600 CHÔMEURS SUPPLÉMENTAIRES !

Devant son incapacité à apporter des solutions, c'est-à-dire à s'en prendre aux profits et à la liberté de licencier, le gouvernement, par la voix du Ministre du travail Rebsamen, a trouvé les coupables : les chômeurs, les chômeuses, eux-mêmes!

Le responsable de l'augmentation du chômage, c'est ce gouvernement au service de ses amis employeurs. Responsable de ne s'être pas opposé aux plans patronaux au nom de la course à la compétitivité, ce qui génère licenciements, chômage, précarité, et insécurité sociale. Une toute autre politique est possible, nécessaire : partager le travail entre toutes et tous pour garantir à chacun un emploi et un revenu décent, interdire les licenciements et mettre fin aux cadeaux fiscaux. Pour cela il faudrait oser s'en prendre aux intérêts des financiers, des riches, des actionnaires, mais ce sont désormais eux qui gouvernent.

GAGNER MOINS ET COTISER PLUS

Nous serons les plus ponctionné(e)s pour la « mutuelle » : Renault ne participe qu'à moins de 30% en moyenne. Et les salaires les moins élevés cotiseront proportionnellement plus. Une vraie mutuelle, c'est la solidarité égalitaire entre salariés, organisée par eux-mêmes ou leurs représentants. La «mutuelle» Renault, c'est une assurance obligatoire, organisée par le MEDEF. Alors au nom de qui des responsables syndicaux ont-ils apposé leur signature sur un accord défavorable, contesté par le personnel ?

LE CHIFFRE : 15%

Le magazine *Challenges* a publié durant les vacances son classement des plus grandes fortunes en France. Le montant total de la fortune professionnelle des 500 plus riches s'élève à 390 milliards d'euros, soit une hausse de 15 % par rapport à 2013. La crise et la rigueur ne sont pas les soucis de ces super riches et ce n'est pas la politique du gouvernement qui va les inquiéter !

Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 33 55 00 27